

LGBT+ (France) : Un gouvernement toujours plus homophobe et transphobe

mercredi 17 janvier 2024, par [BRINA Sally](#) (Date de rédaction antérieure : 16 janvier 2024).

Quand Gabriel Attal a été nommé, nous avons entendu nombre de commentateurs s'extasier devant son âge, son côté « surdoué », mais aussi et surtout sur le fait qu'il était le premier Premier ministre ouvertement gay. À les entendre, le combat pour l'égalité arrivait à son aboutissement et on allait avoir droit au gouvernement le plus queer depuis Jésus-Christ.



Crédit Photo. Photothèque Rouge/Martin Noda/Hans Lucas

Pourtant l'écran de fumée dissipé, que constate-t-on ? L'enquête administrative après le suicide du jeune Lucas, victime d'homophobie, n'a jamais été lancée par Attal quand il était au ministère de l'Éducation.

De nouvelles amies réacs pour Darmanin, Béchu et Lecornu

On constate également que si les affreux de La Manif Pour Tous comme Darmanin, Lecornu ou Béchu sont toujours en place, ils sont rejoints par de nouvelles amies. Rachida Dati, ministre de la Culture, ancienne ministre de Sarkozy, s'était abstenue au Parlement européen en 2018 au moment du vote sur l'interdiction des thérapies de conversion. Elle s'était également opposée en 2019 à la PMA pour touTEs. Catherine Vautrin, ancienne de la Manif pour tous, se retrouve à la tête d'un grand ministère regroupant le Travail et la Santé. Quand on connaît les difficultés d'accès des personnes LGBTI au marché de l'emploi, les discriminations rencontrées au travail, ainsi que les besoins spécifiques en matière de santé, on ne peut que s'inquiéter pour la suite.

La palme revient à Aurore Bergé mutée comme ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations. Anciennement opposée au mariage pour touTEs et à l'adoption par les couples homoparentaux, militante pseudo-laïque mais réellement islamophobe, elle s'est aussi révélée ces dernières années être une transphobe fanatisée. Elle a ainsi reçu en grande pompe à l'Assemblée nationale Marguerite Stern et Dora Moutot, militantes anti-trans [1] françaises les plus connues, et a justifié leur invitation par un combat contre « l'invisibilisation des femmes » (*sic*). En 2022, lors du vote de la proposition de loi de constitutionnalisation du droit à l'IVG, elle rédige et fait adopter un amendement pour exclure les hommes trans du droit à l'avortement.

De nouvelles recommandations de santé pour les parcours de transition

Plusieurs enjeux liés aux personnes trans sont susceptibles de faire l'actualité ces prochaines semaines et prochains mois. Tout d'abord, la Haute Autorité de santé a mis en place un groupe de travail pour formuler des nouvelles recommandations pour les parcours de santé et de transition, remplaçant les anciennes largement obsolètes et inadaptées. Ce groupe de travail est attaqué par les droites et les extrêmes droites, par tous les cathos réacs, car il inclut des personnes trans, part de leurs besoins et revendications et s'appuie sur le consensus scientifique. Les transphobes sont ainsi vent debout contre toute simplification des parcours de transition, car ils sont contre toutes les transitions.

Une proposition de loi pour des thérapies de conversion

Ensuite, le groupe de travail des sénateurs LR consacré à « la transidentification des mineurs » (resic) devrait probablement proposer une loi. Ce groupe de travail était animé par les psychanalystes homophobes et transphobes Céline Masson et Caroline Eliacheff, fondatrices de l'Observatoire de la Petite Sirène [2] à l'origine des paniques morales contre l'éducation sexuelle ayant abouti à l'incendie de plusieurs écoles en Belgique [3]. On peut se douter du contenu de cette loi : interdire les transitions des mineurEs au profit de thérapies de conversion, illégales, renommées de façon plus neutre sous le terme de « thérapies exploratoires » et consistant à reporter indéfiniment tout accès à la transition, même simplement sociale, en faisant subir des séances chez le psy jusqu'à ce que la personne annonce « ne plus être trans » ou « ne plus vouloir transitionner ». Il va de soi que ces thérapies détruisent la santé mentale des personnes, là où le consensus scientifique international reconnaît que les transitions l'améliorent durablement.

Vite, former et informer pour contrer les discours transphobes

Avec Aurore Bergé comme ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, et un gouvernement qui penche toujours plus à droite, il est à craindre que cette offensive antitrans soit relayée par le gouvernement lui-même, à l'image de ce qui se passe au Royaume-Uni. L'année 2024 pourrait un point de bascule : notre pays pourrait suivre l'exemple des États-Unis ou du Royaume-Uni, et les discours transphobes y envahir quotidiennement le champ politique, médiatique, institutionnel.

Pour y faire face, il est plus que nécessaire de construire l'unité de tout le mouvement social, féministe, du mouvement ouvrier, en soutien aux revendications des personnes trans contre les attaques réactionnaires. Partout, il va nous falloir former et informer sur les thématiques trans, afin que les discours transphobes ne prennent pas dans notre camp social et nos organisations. Que ce soit pour la Grève féministe du 8 Mars, les Pride, ou l'ExistransInter à l'automne, il y a urgence à construire un mouvement d'ensemble !

Sally Brina

P.-S.

• Hebdo L'Anticapitaliste - 691 (18/01/2024). Publié le Mardi 16 janvier 2024 à 20h00 : <https://lanticapitaliste.org/actualite/politique/un-gouvernement-toujours-plus-homophobe-et-transphobe>

Notes

[1] Qui vont sortir un livre dans la maison d'édition d'extrême-droite Magnus, aux côtés de Marsault, Papacito, et Laurent Obertone.

[2] <http://petitesirene.org/>

[3] <https://www.rtb.be/article/complotistes-extreme-droite-et-adeptes-de-theories-pedocriminelles-voici-le-reseau-des-desinformateurs-sur-levras-en-belgique-11256548>